

Bruits de bottes en Ukraine

Si le courage de dizaines de milliers de manifestant-e-s a eu raison du régime dictatorial de Victor Ianoukovich, cette incontestable victoire politique est cependant lourde d'équivoques quant à l'avenir. Les menaces à peine voilées de Poutine d'envahir la Crimée ont été d'autant mieux acceptées par une partie des russophones d'Ukraine qu'un des premiers actes de la nouvelle Rada (parlement) de Kiev a été de les stigmatiser en enlevant au russe (langue maternelle de près de la moitié de la population) son statut de deuxième langue officielle du pays.

Mais pour comprendre la situation actuelle, il faut se rappeler qu'en 1991, après l'implosion de l'URSS, la plupart des industries nationalisées, des circuits de la grande distribution, du parc immobilier, des services publics et des grands médias d'Ukraine a été privatisée puis monopolisée au profit de quelques dizaines d'oligarques dont la particularité est de penser d'abord "business" et "bénéfices" et beaucoup moins "Russie" ou "Union Européenne". Ces membres d'une élite politico-mafieuse étaient nombreux autour du président déchu à l'exemple de son fils Olexandre, de son ministre de l'intérieur Vitali Zakhavtchenko ou du fondateur du Parti russophone des Régions, Mykala Azarov. Tous étaient "pro-russes" ce qui ne les empêchait nullement d'avoir des propriétés et des holdings financiers en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas etc. Dans l'autre camp, parmi ceux qui se sont auto-proclamés les meilleurs défenseurs des contestataires, se trouvent Petro Prochenko, patron du grand groupe chocolatier Roshen (qui vend ses produits principalement en Russie mais investit ses bénéfices à l'Ouest), acclamé place Maïdan, les deux hommes les plus riches d'Ukraine, Rinat Akhmetov et Viktor Pintchok, et Ioulia Timochenko qui s'est refaite une virginité politique après trois dures années de prison. Particularité de tous ces oligarques : ils ne paient pratiquement pas d'impôts dans le pays et "planquent" systématiquement leurs avoirs financiers à l'étranger. Mais ils n'hésitent jamais à jouer sur les différences culturelles pour mieux asseoir leur emprise, diviser la population laborieuse et jouer sur la Russie ou l'Occident au gré de leurs intérêts avec le risque de provoquer une guerre.



Mais les prolétaires d'Ukraine, qu'ils parlent russe ou ukrainien ou les deux langues, connaissent toujours la misère, le chômage et la dégradation des services publics. Le problème pour eux n'est pas de savoir si Moscou les tirera mieux d'affaires que Bruxelles ou s'il sera moins douloureux d'être étranglés par le géant russe Gazprom plutôt que par le Fonds Monétaire International. **La vraie question est qu'ils prennent leurs affaires en main et fassent rendre gorge aux oligarques de toutes tendances.**

Sommaire :

Page 1 : Bruits de bottes en Ukraine

Page 2 : Journée internationale de lutte des femmes

Pages 3 et 4 : Les sages-femmes en luttés

Page 5 : Pays Basque - le désarmement de l'ETA

Pages 6 et 7 : Campagne municipale à Anglet

Page 8 : Livre - "Le capital du XXI ème siècle"

Droits des femmes en danger

Mobilisons-nous le 8 mars !

Un peu plus d'un an après le bien mal nommé "colloque pour la vie" de Biarritz, organisé par l'évêque intégriste de Bayonne (Résistances n° 33), l'Espagne ouvre la voie à la régression en matière de droits des femmes. Elle veut modifier la loi sur l'I.V.G. afin de mettre en place une législation qui la ramène plus de 30 ans en arrière et invite en outre les autres pays d'Europe à faire de même.

La mobilisation des femmes du Pays Basque, d'Espagne et de France a été immédiate et foisonnante : des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exprimer leur attachement à ce droit fondamental pour les femmes de disposer librement de leur corps.

Localement les associations féministes ont organisé plusieurs manifestations et rassemblements devant le consulat d'Espagne de Bayonne avec remise de motions au consul. Une pétition a été initiée qui a recueilli plus de 3 000 signatures.

De plus, en ce 8 mars 2014, il est bon de souligner que le travail des femmes n'a pas réellement acquis sa légitimité près de cinquante ans après l'octroi à celles-ci du droit à exercer une activité salariée sans l'autorisation de leurs maris. Les politiques d'austérité mises en place en cette période de « crise » capitaliste touchent encore plus durement les femmes : salaires inférieurs de 27 % et écart de 40 % entre les femmes et les hommes sur les montants des pensions de retraite. Une étude de l'INSEE de 2011 montrait qu'une personne sur quatre affirmait qu'en période de crise les hommes devraient être prioritaires pour trouver un emploi. La précarisation de l'emploi et le développement du chômage touchent toujours plus les femmes. La dégradation des services publics, en particulier ceux de la santé, de l'éducation, de la petite enfance, pénalisent plus durement les femmes car elles en sont à la fois la main-d'œuvre majoritaire et les principales usagères. La réduction des moyens dans les hôpitaux, les centres I.V.G. et les foyers qui accueillent les femmes victimes de violences sont autant d'atteinte à la liberté des femmes à disposer de leurs corps.



Rappelons enfin qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint.



Localement, une manifestation est organisée par les groupes féministes samedi 8 mars à Bayonne place de la Liberté. Des conférences, soirées débat avec film auront lieu le 6, 7 et 8 mars dans plusieurs villes du pays basque.

Soyons nombreuses et nombreux à y participer afin de montrer notre résolution de combattre pour nos droits !

Le gouvernement actuel va de reculade en reculade face à la mobilisation des milieux traditionalistes catholiques et de la droite : toujours pas de loi cadre pour les femmes victimes de violences, report de la loi famille, refus persistant de la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes seules et aux couples de lesbiennes...

Cette politique, comme celle des gouvernements précédents, fait que se développent des attaques de plus en plus dures contre les droits acquis par les femmes et contre le monde du travail. Signe des temps : un député UMP a déposé un projet de loi demandant le remboursement de l'IVG en France ! Cette politique rétrograde ouvre en outre à l'extrême droite une avenue de plus en plus large pour développer sa politique réactionnaire et anti-sociale.

Alors, en ce 8 mars, manifestons notre opposition à ces politiques rétrogrades et développons les luttes pour la défense des droits acquis et l'obtention de droits nouveaux, montrons notre unité face à la réaction et obligeons le gouvernement à entendre nos revendications !



Santé

LES SAGES-FEMMES

en lutte pour leur reconnaissance

Rencontre avec deux d'entre elles dont l'une exerce au Centre Hospitalier de la Côte Basque (SFH) et l'autre en libéral (SFL)

Résistances : quand a débuté le mouvement des sages-femmes ?

SFL : Le mouvement a débuté en 1989, il s'est amplifié depuis 2011. Le Code de



la Santé publique définit les sages-femmes (SF) comme profession médicale, au côté des médecins et des chirurgiens dentistes. L'exercice de la profession comporte la pratique des actes nécessaires au diagnostic, à la surveillance de la grossesse et à la préparation à l'accouchement, ainsi qu'à la surveillance et à la pratique de l'accouchement et des soins postnatals en ce qui concerne la mère et l'enfant. Il comporte aussi la réalisation de consultations de contraception et de suivi gynécologique de prévention. Pourtant depuis toujours, alors que l'autonomie

de la profession est inscrite dans la loi, les SF ne sont pas reconnues à la mesure de leurs compétences, de leurs responsabilités. Elles sont les éternelles oubliées des discussions sur les statuts, elles ne sont même pas mentionnées dans le Plan de Santé 2014 alors qu'elles réalisent 70 % des accouchements en France !

En 2009, avec l'élargissement des compétences en suivi gynécologique, les SF pensaient obtenir une valorisation statutaire. Mais c'était sans compter sur l'opposition de certains gynécologues de ville et l'indifférence des Pouvoirs publics à notre égard.

La profession est à bout. Il faut sans cesse lutter pour nos droits, l'émancipation de notre profession. Ce n'est pas sans rappeler la lutte des femmes pour leur place dans la société.

Résistances : quelles sont vos revendications aujourd'hui ?

SFH : Aujourd'hui la majorité des SF travaillant dans les hôpitaux réclame de sortir du titre IV de la Fonction Publique Hospitalière (FPH), qui concerne les personnels non médicaux, et d'intégrer le titre II de la Fonction Publique d'Etat (FPE), qui comprend les personnels médicaux et scientifiques. Le statut de praticien nous permettra de participer aux discussions du système de gou-



vernance, à l'élaboration des projets, à la réflexion sur les postes nécessaires... Actuellement il n'y a pas suffisamment de postes de SF et on ne peut plus proposer de préparation à l'accouchement à l'hôpital ! L'administration gère l'hôpital comme une entreprise privée avec la politique de tarification à l'activité (TAA). Le positionnement médical que nous revendiquons permettra que soient reconnues nos compétences dans l'organisation de la prise en charge des grossesses à bas risque. Il aura aussi un impact sur les salaires, plafonnés aujourd'hui à bac +3, sur la restriction de l'exercice dans sa globalité et dans sa diversité. Il faut savoir que la pratique de certains actes (consultation, échographie) dépend du bon vouloir du chef de service. Le passage en titre II fera cesser ces abus de pouvoir. Enfin concernant la formation médicale continue, les SF se heurtent à des difficultés majeures et sont contraintes de se former sur leur temps de repos.



Sages-femmes en lutte (suite)

L'enseignement assuré aux étudiants en maïeutique n'est pas comptabilisé dans le temps de travail, le tutorat des stagiaires non plus. Nous souhaitons la création d'une filière universitaire SF.

SFL : L'activité des SF en libéral n'a pas été revalorisée car elles font très peu de consultations, leur activité se concentrant sur les préparations à l'accouchement et les rééducations périnéales. Notre revendication principale est que nous soyons un premier recours pour les femmes, que les femmes s'adressent à nous pour les consultations de grossesse comme le permet la loi. Les femmes pensent encore trop



souvent gynécologue et pas SF. En 2009 nos compétences ont été élargies au suivi gynécologique de prévention. Nous demandons une adaptation cohérente de notre droit de prescription comme l'ont obtenu les chirurgiens dentistes. La Cour des comptes préconise la complémentarité SF/gynécologue obstétricien. Des médecins soutiennent ces revendications, souvent de grands pontes, dans les grands centres, qui ne se sentent pas en danger. Mais les syndicats des gynécologues s'y opposent. Les femmes ignorent que les SF peuvent assurer les consultations ; elles attendent 4 mois une consultation chez le gynécologue, qui, débordé, envoie les patientes qui

ont des problèmes à l'hôpital. Ce qui entraîne une saturation du système. Il faut changer les mentalités, faire en sorte que les femmes consultent en premier recours les SF. La physiologie est leur domaine spécifique.

Résistances : comment vous organisez-vous nationalement et localement ?

SFL : L'Organisation nationale des syndicats de sages femmes (ONSSF), des associations enseignantes, étudiantes, sont réunies en un Collectif national. A noter que le syndicat CFTC est avec le Collectif dans ce combat. Nous nous situons dans une double autonomie, par rapport aux médecins et à l'in-

tersyndicale.

Résistances : les syndicats CGT, CFDT, UNSA, SUD, FO, UNSSF, réunis en intersyndicale, souhaitent que les SF hospitalières restent dans la Fonction Publique Hospitalière et négocient des améliorations du statut dans ce cadre. Quels sont leurs arguments ?

SFH : il faut savoir que très peu de SF sont syndiquées dans les grandes centrales syndicales traditionnelles. Ces syndicats souhaitent que les SF restent dans la Fonction Publique Hospitalière

et ils proposent la création d'une filière maïeutique en son sein. Ils mettent en avant des avantages comme la retraite, le nombre d'heures à effectuer. Mais nous faisons déjà un bon nombre d'heures supplémentaires et si les médecins ne souhaitent pas intégrer la Fonction Publique Hospitalière, c'est qu'il n'y a pas réellement un intérêt !

Un autre argument est qu'à l'heure des rigueurs budgétaires et du chômage, il faut protéger et défendre les SF à l'hôpital en luttant pour la sécurité de l'emploi, la défense des acquis sociaux. L'intersyndicale ne défend pas la profession mais le fonctionariat.

Résistances : le mouvement est-il bien suivi localement ?

SFH : le mouvement est peu suivi localement. Nous sommes en grève depuis le 16 octobre, grève nationale, illimitée. Nous faisons des heures de grève sporadiques, nous nous déclarons en grève tout en travaillant pour ne pas pénaliser les femmes.

SFL : nous informons les patientes, nous faisons des débrayages 1 à 2 h par jour ou 1 jour par semaine. Nous participons aux manifestations nationales.

Résistances : quelles sont les prochaines échéances ?

SFL : des réunions bi-hebdomadaires se tiennent au Ministère de la Santé. Fin mars Marisol Touraine doit prendre des décisions. Le collectif se mobilise pour peser sur ces décisions. Une manifestation a eu lieu le 19 février à Paris.

Résistances : croyez-vous au succès de votre mouvement ?

SFH et SFL : oui. Notre grève est une grève juste, créatrice, un combat qui n'impacte pas le suivi des femmes. Les pays qui ont valorisé les SF ont vu leurs indicateurs de natalité s'améliorer. Nous sommes déterminées, nous ne lâcherons pas.



Nouveau pas de l'ETA vers la paix

Madrid et Paris restent sourds et aveugles

Pour la première fois de son histoire, l'ETA a mis publiquement en œuvre le début de son désarmement.

En effet, le vendredi 21 février, lors d'une conférence de presse à Bilbao, la Commission Internationale de Vérification du cessez-le-feu (CIV)(1) a présenté une vidéo datée de janvier montrant des armes que l'organisation allait détruire. Pour Ram Manikkalingam (2), membre de cette Commission, il s'agit là d'un nouveau geste de l'ETA « *crédible et significatif* ». Ce n'est pas l'avis du gouvernement espagnol qui, fidèle à sa ligne de conduite, s'en tient à dénoncer ce qu'il appelle une « *mise en scène* » de l'ETA ne concernant qu'une petite partie de son stock d'armes. Ajoutons que les autorités espagnoles ne reconnaissent pas la CIV. De plus, l'Audiencia Nacional a convoqué les experts de la CIV pour les interroger sur l'endroit où avait eu lieu la rencontre avec les membres de l'ETA et sur l'identité de ces derniers. Mise en garde ? Tentative d'intimidation ? En tout cas, c'est suite à la demande de l'association des victimes du terrorisme

COVITE (3) que Madrid a lancé cette convocation. Le gouvernement de Mariano Rajoy préfère donner des gages aux courants nostalgiques du franquisme plutôt qu'amorcer le moindre geste en faveur du dialogue.

Plus de deux ans sans lutte armée

Cela fait pourtant plus de deux ans et demi qu'a eu lieu la conférence de paix d'Aiete, le 17 octobre 2011. Trois jours après, l'ETA annonçait l'arrêt définitif de la lutte armée et, depuis, a réitéré plusieurs fois son engagement en faveur du processus de paix. De leur côté, les Collectifs de prisonnier-e-s (EPPK) et d'exilé-e-s (EIPK) politiques basques ont produit ces derniers mois des feuilles de route les impliquant dans le processus en cours.

Plusieurs forums pour la paix ont eu lieu au Pays Basque Sud ou Nord. Des « recommandations » (4) - elles portent sur le désarmement, la question des prisonnier-e-s et des exilé-e-s et sur la justice transitionnelle - en sont issues pour avancer dans le processus ; des spécialistes internationaux reconnus ont participé à leur rédaction. Le dernier de ces forums vient de se dérouler à Bayonne, ce 1^{er} mars, organisé par la Faculté de droit, Bake Bidea et Lokarri, avec précisément pour thème



l'explication des « recommandations ». Cette réunion a été un indéniable succès avec la présence de plus de 400 personnes. Trois des experts internationaux, membre du Groupe International de Contact (5), qui y participaient, -l'avocat sud-africain Brian Currin, le spécialiste de la justice transitionnelle Pierre Hazan et Ray Kendall ancien secrétaire général d'Interpol - ont été convoqués la veille au commissariat de Bayonne dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par les juges Le Vert et Teissier, en charge de la lutte antiterroriste. Quelques jours après Madrid, Paris marche sur ses traces... de façon que l'on peut qualifier de « ridicule » en reprenant le terme utilisé par Ray Kendall.

Un autisme d'Etat persistant

Ce même 1^{er} mars, l'ETA a annoncé la poursuite de son désarmement. Mais les deux Etats restent fermés à tout dialogue, montrent une attitude hostile envers les membres de la CIV et maintiennent la répression à l'encontre des presos, des exilé-e-s et de leurs soutiens. Jusqu'à quand pourront-ils continuer à ignorer que la société basque est aujourd'hui en marche pour une résolution politique, démocratique et pacifique du conflit, à mépriser les interventions de tous bords en faveur du processus et les

avancées réalisées et à se manifester contre la paix ?

Une exception cependant, qui ouvre une brèche à exploiter : suite à la prise de position de la Cour Européenne des droits de l'Homme contre la doctrine Parot, Madrid a accepté de libérer des presos, plus de soixante à ce jour.

La mobilisation pour la résolution du conflit, déjà forte, va s'amplifier, et, avec elle, les rencontres, les forums et autres initiatives. Madrid et Paris seront bien obligés - et, espérons le, le plus tôt possible - à effectuer des premiers gestes qui doivent concerner dans l'immédiat le respect de tous les droits des presos et des exilé-e-s.

(1) La CIV dépend de l'ONU. Elle est composée d'un groupe de spécialistes des processus de paix qui sont intervenus par exemple en Irlande et au Sri Lanka.

(2) Ancien conseiller du président du Sri Lanka

(3) Association sous l'influence de l'extrême droite

(4) Pour les « recommandations », voir le site de Bake Bidea : [HYPERLINK "http://www.bakebidea.com/?lang=eu"](http://www.bakebidea.com/?lang=eu)

(5) GIC : issu de la déclaration de Bruxelles du 29 mars 2010, il joue un rôle de médiateur dans le processus de paix en Pays Basque, pour avancer vers la résolution du conflit



REUNION PUBLIQUE

Vendredi 28 février à 20h à la Maison Pour Tous

Liste de rassemblement anticapitaliste
pour les élections municipales de 2014 soutenue par
des militant-e-s du Front de Gauche (FdG) et du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA),
conduite par Claude Larrieu (NPA), Anne Marie Borda (PCF) et Sébastien Arcaya (PG).

“Anglet à gauche toute” : une liste qui agit comme porte-parole du monde du travail, de ses revendications et de ses luttes, une liste au service des classes populaires et des couches les plus modestes de la population, une liste pour la rupture avec le capitalisme, ce système qui mène l’ensemble de la société droit dans le mur.

“ANGLET À GAUCHE TOUTE”, une liste pour combattre l’austérité

Aujourd’hui nous refusons d’accepter de Hollande et du PS ce que nous refusons hier de Sarkozy et de l’UMP. Notre liste dénonce la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, une politique au service des grandes entreprises et de la Finance. C’est pourquoi nous nous présentons en indépendance totale par rapport à la majorité municipale sortante qui soutient et applique cette politique.

Le dernier cadeau de Hollande au patronat, ce sont les 35 milliards de cotisations familiales qu’ils ne payeront plus, 35 milliards qui représentent une partie du salaire des travailleur-euse-s... un racket manifeste! C’est d’autant plus intolérable que la misère sociale augmente chaque jour. Ainsi le “Resto du coeur” d’Anglet a vu sa fréquentation, déjà en croissance régulière ces dernières années, augmenter encore de 20 % dès le début de cet hiver. Près de 10 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté. Pendant ce temps, les actionnaires du CAC 40 recevront 40 milliards de dividendes

A Anglet, il faut un plan d’urgence sociale

Un tel plan d’urgence doit notamment prendre en compte :

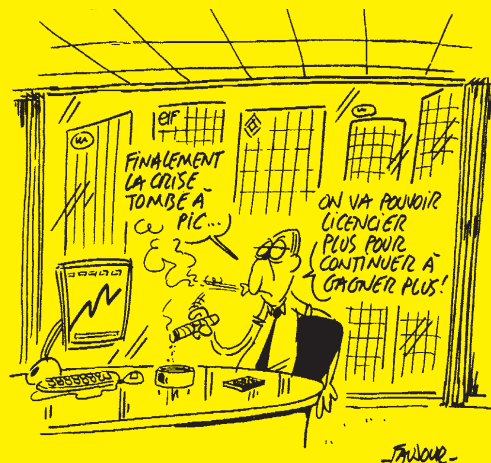
- Les besoins en logement social qui sont énormes,
- Une baisse des impôts locaux,
- Une priorité donnée aux transports en commun,
- La mise en régie d’une richesse naturelle comme l’eau,
- La fin de la politique qui privilégie systématiquement le privé aussi bien dans l’immobilier (Bouygues, Alday), que dans la gestion de l’eau (Lyonnaise des Eaux) ou celle des transports (Veolia).

Les priorités budgétaires au plan municipal doivent répondre aux besoins de la population, particulièrement des classes populaires et des ménages les plus défavorisés. **Pour “Anglet à Gauche Toute” il faut impérativement inverser la tendance.**

en 2014, les 500 plus riches familles se seront enrichies de 25% supplémentaires en 2013.

Et nous devrions nous serrer la ceinture comme nous le demandent Hollande et les siens ?

Aujourd’hui, dans de nombreux secteurs, des travailleuses et des travailleurs entrent en lutte pour défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail. Mais ces luttes restent le plus souvent isolées et éparpillées alors que, face aux attaques qui se multiplient contre le monde du travail, l’heure est à la préparation d’une riposte d’ensemble contre le gouvernement et le Medef : pour interdire les licenciements, pour exiger le partage du travail entre toutes et tous ainsi qu’une augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux. A notre modeste échelle nous voulons être partie prenante dans cette préparation.



Un logement décent à un prix décent c'est un droit !

Le coût du logement est insupportable, mais les logements sociaux représentent seulement 12 % du parc immobilier et n'ont augmenté que de 3 % sous la mandature Espilondo. Anglet reste très en deçà des 25 % exigés par la loi : à peine 1 demande sur 15 est satisfaite, plus de 2 000 demandes sont en attente. Plus de 70 % de la population a des revenus lui donnant accès à un logement social. C'est bien ce type de logement qu'il faut construire. La situation est aujourd'hui dramatique. Nous estimons que



l'objectif doit être d'atteindre 25% en une mandature, en toute transparence, la municipalité informant la population des mesures qu'elle prend en faveur du logement social comme de toutes les entraves qu'elle rencontre. La commune dispose de plusieurs outils :

- Faire l'inventaire des logements vacants et utiliser la législation qui permet au maire de demander au préfet qu'il réquisitionne ces logements (ordonnances de 1945 et de 1958, puis loi de 1998).
- Utilisation du droit de préemption. Parallèlement, la municipalité doit s'interdire de vendre des terrains communaux à des promoteurs privés.
- Lancement d'une politique de construction massive de logements sociaux.
- Obligation imposée aux promoteurs d'inclure au moins 50 % de logement social dans tout projet immobilier.

Pour une régie publique de transports en commun gratuits

La circulation automobile est de plus en plus saturée, posant de multiples et graves problèmes. Les transports en commun doivent être un service public. Ils n'ont pas à remplir les poches des actionnaires d'un grand groupe. La délégation de service public accordée à la multinationale Veolia court jusqu'en 2015. Il faut donc engager le débat maintenant.

Nous défendons :

- le retour à une régie publique, un réseau plus dense et plus efficace, écologiquement "propre". La gratuité, qui n'a rien d'utopique puisque la billetterie représente moins de 20 % du coût total des transports en commun. Environ 10 % de villes où existe un réseau urbain de transports publics ont réalisé la gratuité, comme par exemple à Aubagne (maire PCF) et à Châteauroux (maire UMP).

L'expérience montre que le nombre d'usagers a été rapidement multiplié par deux, voire par trois. L'impact sur la santé de la population et sur l'environnement est important lorsque l'on sait que l'émission de CO2 est due à plus de 50 % à la circulation automobile. Et il faut avancer vers des solutions alternatives comme le vélo avec prêt gratuit toute l'année et le développement des pistes cyclables, faire avancer le projet d'utiliser les réseaux de chemin de fer urbains existants (notamment la voie du soufre), celui des navettes fluviales...

Combattre l'injustice de la fiscalité locale !

Dans un contexte de misère sociale, où chômage et précarité se développent, les impôts locaux sont à Anglet à la fois plus lourds et plus inégaux que dans la plupart des communes de même taille. La taxe d'habitation est le principal impôt des bas revenus et l'un des impôts les plus iniques. Son taux à Anglet est plus élevé de + 25 % que la moyenne des villes comparables. Quant à la taxe foncière, liée à la propriété, elle est nettement plus faible à Anglet (- 33 %) que dans les villes comparables. Elle doit pouvoir être augmentée sans toucher à la taxe d'habitation qui lui est actuellement liée. Nous estimons que les taxes d'habitation et foncière doivent tenir compte des revenus et être des impôts progressifs. Car il y a aussi des propriétaires qui ne sont pas riches. Pour nous, la fiscalité locale doit cesser de croître et de frapper toujours plus les classes populaires. Il s'agit d'utiliser au maximum tous les abattements possibles qui permettent de diminuer l'injustice que représente la taxe d'habitation pour les revenus modestes.

A Anglet comme ailleurs, halte au désengagement de l'Etat !

Les subventions d'Etat aux collectivités baissent de plus en plus (encore de 1,5 milliard d'euros en 2014 et 2015) alors que les transferts de charge augmentent, comme avec la réforme des rythmes scolaires (coût : 600 000 euros à Anglet). Précisons que nous sommes contre l'application de la réforme des rythmes scolaires dans les conditions actuelles en raison du manque de moyens et du fait des inégalités que cette situation engendre entre les communes selon leurs richesses. L'Etat se désengage de plus en plus par rapport aux collectivités pour aider les entreprises privées (plus de 200 milliards par an!). Rappelons que le 10 janvier dernier, 1 milliard d'euros a été accordé à Dassault Aviation (530 millions d'euros de bénéfices en 2012!) pour moderniser le Rafale. Rappelons que Serge Dassault est la 5^{ème} fortune de France avec... 13 milliards d'euros.

Pour les droits démocratiques au Pays Basque

Nous défendons les cultures basque et gasconne. Les ikastola remplissent un service public, celui de l'enseignement du basque par immersion. Elles sont l'un des piliers qui maintient l'Euskara, tout comme d'ailleurs les sections bilingues de l'Enseignement public. Les ikastola doivent être soutenues par la municipalité, y compris dans les questions d'investissement (nouveaux locaux, extension etc.). Et nous pensons que le débat doit reprendre pour leur intégration dans l'Education Nationale, dans le respect de leur expérience pédagogique.

La collectivité territoriale spécifique serait un premier pas pour la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque. Nous sommes pour qu'une consultation de la population du Pays Basque ait lieu dans les plus brefs délais.

L'heure est à la résolution du conflit. Nous dénonçons le refus de dialogue de la part des gouvernements espagnol et français tout comme la répression qui perdure. Nous sommes favorables à l'adhésion de la municipalité au mouvement des "Maires pour la Paix".

Anglet à
gauche toute

Livre

“Le capital du XXIème siècle” de Thomas Piketty (édition du Seuil)

Apriori il y aurait deux raisons qui feraient hésiter à se plonger dans ce fort volume. D’abord sa longueur (près de 1000 pages), ensuite la personnalité de son auteur Daniel Piketty, social-démocrate bon teint, proche de Ségolène Royal, qui ne cache pas ses craintes d’une éventuelle explosion sociale et pour tenter de l’empêcher ne souhaite qu’une chose: réformer le système pendant qu’il en est encore temps en instaurant un impôt progressif sur le capital à l’échelle internationale.

Cependant il serait dommage de passer à côté de ce livre qui nous offre une description très fouillée du système capitaliste mondial grâce notamment à la masse considérable de statistiques sur lesquelles il s’appuie.

Que démontre Piketty ? Qu’en ce début du XXIème siècle le système capitaliste n’a jamais été aussi inégalitaire, injuste et déséquilibré. Les inégalités qui traversent le monde d’aujourd’hui sont comparables à celles qui existaient en Europe à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle.

Par exemple, actuellement

en France les 50 % les plus pauvres de la population possèdent moins de 5 % du patrimoine alors qu’à l’autre bout les 10 % de nantis contrôlent 60 % ou plus de la richesse nationale.

L’exemple de Balzac et de Jane Austen

Un des reproches que Piketty adresse aux économistes dits “classiques” c’est que ces derniers ne font reposer leurs raisonnements que sur les formules mathématiques en oubliant au passage non seulement l’histoire mais aussi la réalité sociale, c’est à dire les gens en chair et en os.

Il montre par exemple comment des écrivains comme Balzac en France ou Jane Austen au Royaume Uni ont donné une description de la classe bourgeoise à la fin du XIXème siècle infiniment plus juste et plus nuancée que nombre d’économistes de l’époque qui prédisaient que tout naturellement le capitalisme conduirait à un équilibre social vertueux, les plus riches jouissant d’une fortune essentiellement acquise par le mérite et l’intelligence, les plus pauvres ne devant s’en prendre qu’à eux-mêmes de leur condition. Mais tout cela n’avait qu’un but : justifier par des



qualités pseudo-naturelles l’exploitation féroce qu’exerçait la bourgeoisie sur le prolétariat.

On comprend mieux d’ailleurs, à la lecture de Piketty, l’admiration sans borne que Marx et Engels vouaient à Balzac - qui selon eux montrait admirablement comme l’argent était parvenu à désagréger l’ancienne société nobiliaire - alors qu’ils se méfiaient du naturalisme social d’un Zola.

Salaires, revenus, patrimoines et avenir du capitalisme

Pour bien mettre en lumière les inégalités qui ne cessent de se creuser, Piketty aborde la question sous plusieurs aspects : celui des salaires, des revenus et des patrimoines (ce qui parfois est un

peu répétitif). Et à chaque fois il aboutit à des conclusions identiques : à tous les niveaux les écarts se creusent. Quant à la fameuse classe moyenne (les 40 % de la population qui possède 35 % du patrimoine), née à la faveur des “Trente Glorieuses” (1945-1973), ses beaux jours sont derrière elle et son appauvrissement est désormais programmé.

Enfin en comparant l’évolution actuelle du capitalisme à celle qu’il a connue depuis ses origines, Piketty prédit que la croissance mondiale se situera sans doute autour de 1 % dans les décennies qui viennent, insuffisante pour résorber le chômage de masse mais largement suffisante pour permettre aux nantis d’accroître d’année en année la valeur de leur patrimoine.

